

Le Plan de relance à Aulnay-sous-Bois : Gérard SEGURA obtient une dotation au titre du PRU

En février dernier, suite au lancement du Plan de relance, le maire d'Aulnay-sous-Bois attirait l'attention de Monsieur Patrick Devedjian, ministre de la relance, sur le Programme de Rénovation Urbaine, volet important du plan de relance. Dans ce courrier, le maire a réitéré sa volonté que soient enfin débloqués des fonds pour relancer de manière certaine le P.R.U.

Président de la commission rénovation Urbaine à l'A.M.I.F et maire d'une ville où le PRU est lancé depuis 2004, Gérard SEGURA a annoncé un manque de près de 850 millions d'euros pour boucler les projets en cours et de 20 millions d'euros uniquement pour Aulnay-sous-Bois. « Le manque crucial de fonds et l'augmentation du coût des matériaux, ont considérablement freiné l'avancé des travaux et pénalisant par la même nombre d'habitants » a-t-il déclaré à plusieurs reprises auprès des instances publiques concernées dont le préfet de la Seine-Saint-Denis.

Le ministre a donc répondu favorablement aux attentes de la Municipalité. Aussi, une dotation d'environ 6 millions d'euros, dont 500 000€ en investissements réservés, est attribuée à la ville, qui délibérera sur l'avenant le 2 avril prochain lors du conseil municipal.

Ci-dessous les principales opérations qui ont pu bénéficier d'un complément de subventions par le comité d'engagement de l'ANRU :

-La construction de logements collectifs dans le quartier des « Etangs Ouest » pour 1,6 millions d'€.

-Les opérations d'accompagnement de la résidentialisation du secteur « Alizés Nord-Zéphir Nord » à hauteur de 1.02 millions d'€ et de « Alizés Sud-place Degas » pour un montant de 1.35 millions d'€.

Cette nouvelle, fruit d'un long travail de la Municipalité, est une avancée concrète pour Aulnay-sous-Bois. Pour autant, Gérard SEGURA reste attentif sur ce dossier crucial car la dotation reste en deçà des besoins nécessaires pour terminer dans les meilleures conditions le PRU à Aulnay-sous-Bois. En effet, le discours répété par le gouvernement et l'ANRU depuis 2007, qui tend à travailler les futurs avenants à enveloppe constante, sont inaudibles par l'ensemble des collectivités porteuses de projets de rénovation urbaine dans le région Ile-de-France.

A ce titre, le maire ne manquera pas d'alerter la ministre du logement Christine Boutin et Fadela Amara, secrétaire d'Etat à la politique de la ville, le 8 avril prochain lors de la table ronde organisée par les maires de l'A.M.I.F.